



Déclaration de la 10^{ième} Conférence des OING et OSC

Les conditions de la stabilité du monde et de l'espace francophone dépendent en grande partie d'un meilleur partage de la croissance et d'un développement responsable. Les populations et en particulier les jeunes et les femmes ont un rôle fondamental à jouer dans l'atteinte de ces objectifs.

A la jeunesse qui n'a jamais été aussi nombreuse de toute l'histoire de l'humanité, on ne propose pourtant, trop souvent, que chômage, désenchantement, absence de perspectives.

Comment parler de croissance partagée, de développement responsable et de stabilité :

- sans évoquer la lutte contre le terrorisme et la prévention de la radicalisation violente, menaces majeures auxquelles, nous francophones, sommes particulièrement confrontés ?
- sans évoquer la crise migratoire sans précédent à laquelle nos pays, qu'ils soient de départ, de transit ou de destination, doivent faire face?
- sans encourager l'économie sociale, solidaire et responsable, voire exiger l'insertion socio-économique des jeunes et des femmes ?

Participants à la 10^{ième} Conférence des OING et OSC de la Francophonie à Antananarivo (Madagascar) du 2 au 4 novembre 2016 :

Nous déclarons que :

- Si la stabilité du monde francophone dépend d'une croissance partagée et d'un développement durable, elle est conditionnée par une gouvernance

démocratique dans le respect des droits fondamentaux notamment le droit à la sécurité alimentaire, à la santé et à l'éducation.

- La mise en œuvre des politiques nécessaires à la réalisation de ces objectifs exige une action déterminée des Etats et une participation active de la société civile notamment des femmes et des jeunes.
- La déclaration de Bamako rappelle que « la démocratie requiert la pratique du dialogue à tous les niveaux aussi bien entre les citoyens, entre les partenaires sociaux, entre les partis politiques, qu'entre l'Etat et la société civile » ; qu'à ce titre les Etats doivent respecter toutes les formes d'expression non violente émanant de la société civile.

Les travaux réalisés au cours de la conférence ont permis de dégager les recommandations suivantes :

- Pour prévenir les risques de radicalisation violente, les Etats doivent agir pour offrir des perspectives aux populations jeunes. Ils doivent également restaurer leur autorité et créer les services sociaux de base dans les zones éloignées des capitales voire enclavées. Ils doivent enfin mieux contrôler les zones frontalières
- les Etats de la Francophonie doivent améliorer leur gouvernance afin de promouvoir l'éducation, le développement et d'éviter ainsi les départs d'une partie de leur population.
- Les Etats du nord doivent respecter les droits fondamentaux des migrants.
- L'économie sociale et solidaire (ESS) est un modèle alternatif économique, centré sur les personnes, qui constitue une référence pour un nouveau modèle de développement. Plusieurs mesures et dispositifs devraient être créés pour développer l'ESS. Il faut notamment trouver les partenariats pour financer cette économie, réformer l'éducation pour plus de savoir faire et sensibiliser à l'initiative économique. L'ESS peut se développer dans tous les secteurs y compris l'agriculture qui occupe la majeure partie des populations des pays francophones. Toutes les énergies doivent être mobilisées en faveur de l'ESS dont celle des aînés qui constituent une force au service des populations plus jeunes.
- La participation citoyenne est un apport essentiel pour la démocratie. Dans tous les domaines où ses organisations agissent elle contribue aux processus électoraux, à l'égalité femme/homme et d'une manière générale à la participation des citoyens à la vie démocratique de nos pays. Toutes les formes d'actions non violentes doivent être admises par les Etats. Les protagonistes de

l'action citoyenne doivent être protégés comme des défenseurs des droits.

Nous société civile de la 10 ième conférence, nous engageons à :

- Mettre en œuvre des actions d'éducation et de dialogue pour la prévention de la radicalisation violente des jeunes et des femmes ;
- Favoriser l'éclosion d'initiatives économiques pour permettre aux populations de continuer à vivre dans leur pays ;
- Concourir à la défense et à la protection des droits des migrants.
- Rassembler les compétences de la société civile francophone au service de l'économie sociale, solidaire et responsable notamment le conseil technique et juridique, la formation, la gestion et la finance ;
- Développer la solidarité, le soutien et la collaboration active avec les mouvements sociaux et citoyens ;